COMBAT OUVRIER
ORGANE OFFICIEL DE L'USTKE
MENSUEL N°15
DECEMBRE 2008
100 Frs

Parti Travailliste... Réponse politique de l'USTKE

Actualité Syndicale

Page 4

GRÈVE GÉNÉRALE
Qui aura les subventions ?

Page 6

SANTÉ
Constat amer de la section STKE/CHN de Koumac

Espace Militant

Page 13

PORTRAIT
José, l'envie de gagner

Actualité Internationale

Page 15

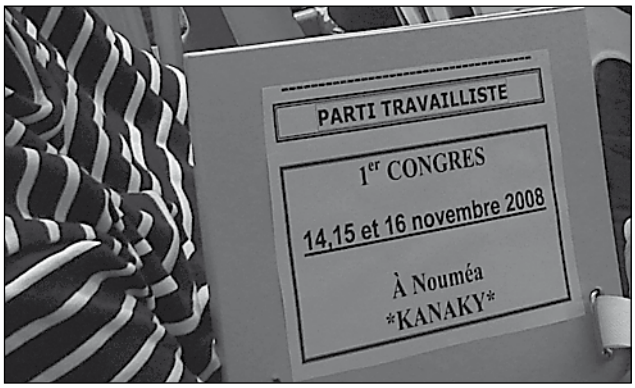
NESTLÉ *décriée par ses salariés en Indonésie, au Brésil, au Pérou*

SOMMAIRE...

Dossier Politique

Le premier congrès du Parti Travailliste

Pages 8 à 11



Actualité syndicale

- Grève générale du 4 Novembre : Qui aura les subventions ? **Page 4**
- Foyer Paul Reznik : Propos racistes équivalent à départ immédiat **Page 5**
- Enseignement : Suppression de 25 postes enseignants **Page 5**
- Santé : Constat amer pour la section STKE/CHN de Koumac **Page 6**
- Colas : Reclassement du personnel, primes d'intéressement réclamés **Page 7**
- Géant Sainte-Marie : Les caissières réclament une augmentation des salaires **Page 7**

Espace militant

- Point de vue : Des menottes invisibles (poème) La mémoire de l'igname (poème) **Page 12**
- Portrait : José, l'envie de gagner **Page 13**

Actualité régionale

- Vanuatu : Troisième motion de censure, l'opposition remonte à la charge
- Papouasie Nouvelle-Guinée : Elections, le scrutin a commencé **Page 14**

Actualité internationale

- Nestlé : Les salariés demandent un travail décent et le respect des droits syndicaux en Indonésie, au Pérou, au Brésil **Page 15**

Directeur de publication : Gérard Jodar
Responsable de la rédaction : Alain Trupit
Rédaction : Ingrid Chanene
Conception et réalisation : SCOV
Photos : Ingrid Chanene
Impression : E.I.P.
Tirage : 2000 exemplaires
Journal en vente au siège de l'USTKE au prix de 100 Frs.
✆ 27.91.46 / E-mail : comustke@hotmail.com

2008, une année chaude et pasionnante

L'année 2008 aura été marquée par de nombreux conflits. Certains actuellement toujours en cours durent depuis plus d'un an. A cela plusieurs raisons. La création du Parti Travailliste et notre sortie du groupe de travail sur le dialogue social auront été deux éléments déterminants dans les relations musclées qui auront marqué les conflits menés par l'USTKE. Aucun syndicat n'aura connu un tel acharnement de la part de l'État, de la Province Sud ou du gouvernement local. Des mois de prisons, des millions de dommages et intérêts, des privations de droits civiques, les tentatives d'exclure l'USTKE du financement des syndicats auront caractérisé la répression qui désormais constitue la seule démarche engagée par tous nos opposants. La peur du Parti Travailliste qui monte en puissance mois après mois, la détermination des grévistes dans les conflits ne cadrent vraiment plus avec les discours sur le dialogue social ou le consensus politique. Il est vrai que nous avons ouvertement pris l'engagement de faire de la politique autrement tout comme de continuer à œuvrer pour un syndicalisme de terrain. Nous refusons la politique et le syndicalisme de salon. Ceux qui souffrent, ceux qui aspirent à un mieux être sont sur le terrain et nous nous devons d'être à leurs cotés. De plus en plus de monde s'interroge sur l'application des accords politiques. Les transferts de compétence sont différés, l'emploi local qui aurait du être traduit dans une loi du pays est repoussé à une date indéfinie. L'heure n'est plus à l'écoute de discours politiques soporifiques. Il faut ouvrir les yeux, regarder autour de soi, constater avec objectivité ce qui va et ce qui ne va pas. Pour certains tout va très bien, le fric coule à flot, la vie est belle. Pour une majorité ça va plutôt mal. Problème de revenu, pouvoir d'achat trop faible, pas de logement, en fait la misère. Force est de constater que nous ne vivons pas tous dans un paradis. L'USTKE et le Parti Travailliste ne baisserons pas les bras et continuerons le combat pour rétablir une justice sociale digne de ce nom dans le pays.

Nous vous souhaitons de très bonnes fêtes de fin d'année, une très bonne année 2009, ensemble nous gagnerons.

Le Président de l'USTKE, Gérard Jodar.

ÉDITO...

Grève générale du 4 novembre 2008

Qui aura les subventions du Gouvernement ?

Mardi 4 novembre : une journée de mobilisation générale pour dénoncer en priorité une convention émanant du gouvernement destinée aux organisations syndicales (financement de celles-ci par le gouvernement). Tiraillement entre les organisations syndicales ? Il reste que l'USTKE est exclue d'office de cette convention. Discrimination syndicale ou peur des actions menées par notre organisation syndicale ?

Rassemblement d'une centaine de camarades devant les locaux du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et de la Province Sud.

" *Les syndicats demandent des financements depuis des années* ", s'est plaint Gérard Jodar, président de l'USTKE lors d'une conférence de presse. Qu'en est-il exactement de la vingtaine de mouture rédigée par le gouvernement qui semble-t-il excluerait d'office notre organisation syndicale ?

Entre d'autres termes, il aurait fallu participer jusqu'au bout du dialogue social, et comme nous nous sommes retirés en février dernier -1er motif d'exclusion-. Il faut rendre un état comptable de ses dépenses (états des cotisations, aides diverses, solidarités internationales…) - 2ème motif d'exclusion. Les responsables ou les militants ne doivent pas être condamnés par un quelconque tribunal - 3ème motif d'exclusion. " *C'est en complète contradiction avec les droits syndicaux, en référence à la convention de 1954 de l'Organisation Internationale du Travail* ", a rappelé Gérard Jodar.

L'USTKE compte bien porter plainte contre le gouvernement d'Harold Martin et demander in facto l'annulation de cette convention.

L'après-midi de la mobilisation générale, le président de l'organisation syndicale s'est rendu devant le bâtiment du gouvernement et de celui de la province Sud, avec une centaine de militants. Résultats : des mobiles en faction devant ces deux bâtiments de la collectivité ! Alors que depuis le mouvement de grève des différentes directions du territoire, certaines d'entre elles sont venues manifester devant les locaux du gouvernement - Baie de la Moselle. Résultat : aucun mouvement des forces de l'ordre. A croire que l'État n'envoie que les gendarmes mobiles au devant des organisations qui gênent !

Deux camarades venus de France nous ont soutenu durant la mobilisation : Alain Mosconi, représentant du Syndicat des Travailleurs Corses, et Yasmina Kherfi. Celle-ci a communiqué les salutations fraternelles des camarades, des militants engagés auprès du combat social de l'USTKE en France. Elle s'est dit contente de la mobilisation des camarades sur le terrain. Alain Mosconi a fait remarquer devant le parterre de militants que le combat du seul syndicat majoritaire et indépendantiste corse était le même que le nôtre contre l'État français.

Quelques responsables des Fédérations ont pris la parole, certains ont dénoncé le manque de clarté de l'État français face aux conflits en cours (TDF, Carsud). " *A TDF, les camarades grévistes arrivent à leur 5ème mois de conflit. C'est un État dans l'État parce qu'ils revendiquent l'emploi local et le rééquilibrage. On peut difficilement se mettre en position de force !* ", a souligné Daniel Wahmetu, secrétaire général de la Fonction Publique. Le responsable de la Fédération THT est revenu sur le déroulement des faits depuis le 17 Janvier, il a rappelé comment certains militants ont été malmenés par la police. Et que le combat social ne s'arrête pas là ! " *Il faut se battre pour les travailleurs de ce pays* ", a-t-il insisté auprès des militants.

La manifestation s'est disloquée en fin d'après-midi où les membres des fédérations accompagnés de leurs représentants ont rejoint leur piquet de grève respectif. Sur place, chaque responsable de fédération a fait une assemblée générale devant leur adhérents. ■

Extrait de la Convention Internationale du Travail (3 Juillet 1948)

Partie 1
Liberté syndicale, Article 3
1. Les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs, d'élire librement leurs représentants, d'organiser leurs gestion et leur activité, et de formuler leur programme d'action.

2. Les autorités publiques doivent s'abstenir de toute intervention de nature à limiter ce droit ou à entraver l'exercice légal.

Partie 2
Protection du droit syndical
1. Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à prendre toutes mesures nécessaires et appropriées en vue d'assurer aux travailleurs et aux employeurs le libre exercice du droit syndical.

Racisme au foyer Paul Reznik

Propos racistes équivalent à départ immédiat

Licenciement sans indemnité et sans préavis pour le cuisinier qui a tenu des propos racistes envers une résidente handicapée du Foyer Paul Reznik, début Novembre.

Aucune entrave à la circulation mais juste des banderoles et des drapeaux à l'entrée du Foyer des Handicapés (Nouville).

Nous revenons sur cette affaire d'une ampleur assez grave. Mi-Octobre, le responsable de cuisine tient des propos déplacés envers une résidente handicapée. Elle est sur chaise roulante au Foyer Paul Reznik. " *Mes collègues et les handicapés suivaient la retransmission à la radio Djiido sur l'hommage fait à Kiki Karé quand le responsable de cuisine a éteint ou a baissé le volume de la radio* ", a indiqué le délégué syndical, Paul Paouro dans un communiqué émis par un courriel à diverses personnes. Il s'en est suivit une discussion violente entre les deux personnes :

- *Qui a mis Radio Djiido ?.*
- *Ici, on écoute R.F.O, car on est en France ici, pas en Kanaky.*

" *De quoi tu te mêles, ton fauteuil (chaise roulante dans laquelle elle était) c'est la France qui l'a payé, c'est pas la Kanaky...* " *

Les collègues de Paul Paouro ont été choqués du comportement mal placé du cuisinier.

La semaine qui suivit cet évènement les camarades de la Fédération Commerce ont placé des banderoles signifiant le départ immédiat du cuisinier. Les accès n'ont été aucunement bloqué par les militants. Au cours de la deuxième semaine, ils décident se mettre devant le siège de l'Association des Handicapés de Nouvelle-Calédonie (ACHNC), situé à Pierre-Lenquette. Équipés de leurs banderoles, munis de leurs tracts, les militants informent les populations des quartiers environnants le siège de l'Association (Cité Pierre-Lenquette, Montravel, Vallée du Tir). De même que cette initiative avait été relayée dans tout le pays par le biais de la messagerie électronique. Une tentative réussie puisque le président de l'ACHNC, Mr Michel Julia est entré en contact avec les responsables STKE de la Fédération Commerce qui soutiennent le mouvement de grève initié par le délégué syndical.

Après des discussions sous l'égide de la Direction du Travail, les responsables en charge du dossier obtiennent ce qu'ils souhaitaient, à savoir le départ définitif du cuisiner du Foyer, et ce sans indemnités et ni préavis. " *Une bataille de gagner pour l'ensemble du personnel. Je félicite tout de même la démarche entreprise par notre camarade Paul* ", a souligné Chanel Tuauli, 5ème secrétaire général adjoint de la Fédération Commerce qui s'est réjouit du dénouement de cette affaire. ■

** cf Edition précédente de* ***Combat Ouvrier*** *: intégralité du récit.*

Enseignement

Suppression de 25 postes enseignants

Les collèges et les lycées du pays risquent d'être fortement perturber à la rentrée 2009 par la suppression de 25 postes enseignants. La Fédération Enseignement STKE s'oppose à cette mesure annoncée par le vice-recteur.

La rentrée s'annonce difficile

" *Cette situation, si elle se confirme, est grave, et n'est pas sans conséquences difficiles pour le système éducatif du pays* ", a indiqué Celenei Uregei, secrétaire général de la Fédération Enseignement, dans un préavis de grève générale, émis le 4 Décembre dernier aux principaux concernés dont le Haussariat, le gouvernement de la N-C, les provinces Sud, Nord, Îles, les Directions du privé (DDEC, ASEE, FELP). Deux raisons principales indiquent que l'USTKE s'oppose à cette mesure :

" *Entre 300 et 600 élèves vont intégrer les établissements du secondaire l'année prochaine. Le pays enregistre une forte démographie et il y a, par ailleurs, beaucoup de gens qui arrivent ...* ", a signalé Gérard Jodar, appuyant les déclarations de Celenei Uregei. L'État s'est engagé dans les accords politiques à accompagner la Nouvelle-Calédonie sur la voie de l'émancipation au travers des transferts de compétences. Mais en réduisant le budget alloué à l'enseignement (éducation, formation), l'État ne respecte pas ses engagements " *dans la mécanique des transferts de compétences, et notamment de l'enseignement du second degré, conformément aux dispositions de l'Accord de Nouméa* ", a rajouté Mr Uregei. Pour marquer leur total désaccord, l'USTKE et le SNES (Syndicat National des Enseignants du Secondaire) ont manifesté devant le Vice rectorat (à côté du collège Georges Beaudoux). Les épreuves du Brevet du Collège pourraient être perturbé durant la semaine du 8 décembre. 16 Décembre dernier : nouvelle annonce du Vice Recteur, nous reviendrons au prochain numéro. ■

SANTÉ

Constat amer de la section STKE/CHN de Koumac

La section STKE du CHN de Koumac (Hôpital Paula Thavoavianon) tire la sonnette d'alarme concernant leur situation professionnelle et sur l'offre de soins réservé aux patients de l'extrême Nord du pays. Explications.

"*Nous rencontrons de gros problèmes vis-à-vis de notre direction, pas d'encadrement efficace, peu de considération envers le personnel, l'ORL n'existe plus à Koumac, le CHT a arrêté les vacations, du personnel est en attente de reclassement… "*, ce sont quelques-uns des problèmes rencontrés par le personnel hospitalier de Koumac pour ne citer que ceux-ci, s'est plainte la déléguée syndicale, Alexandra Tidjine à la veille de la venue de Mme Sylvie Robineau, chargée de la santé au gouvernement, le 21 Octobre dernier.

Dans la salle des agents de l'hôpital, située à l'arrière de l'établissement, le personnel STKE s'était réuni pour faire le point sur leurs revendications. Et les reproches pleuvent envers la direction. Selon la section, la structure hospitalière ne peut pas continuer à fonctionner si on ne tient pas compte des revendications du personnel !

Depuis l'an 2000, la gestion du CHN (Centre Hospitalier Nord) est passée de la province au territoire, le budget des sites de Koumac et de Poindimié (Hôpital Raimond Doui Nebayes de Poindimié) n'a cessé d'augmenter : 860 millions en 2000, il a atteint 1, 8 milliard en 2007.

Et pourtant " *L'activité du CHN de Koumac a chuté* ", a constaté amèrement la déléguée syndicale. Celle-ci explique la baisse de la fréquentation par le fait que de nombreux patients du Nord préfèrent aller se soigner à Nouméa au CHT ou dans les cliniques privées. Du moins l'activité a stagné selon le rapport (1) : Entre 2000 et 2007. Le nombre d'entrée a stagné : en 2000, il y a eu 3513 entrées, en 2007, il a été de 3515 entrées.

" *Il n'y aucun projet d'établissement, le règlement intérieur est inexistant, nos cadres ne connaissent rien ou presque du fait culturel du pays. Il faudrait connaître le milieu des patients afin qu'ils soient mieux soignés* ", a-t-elle rajouté avec beaucoup de regret.

Le comité de défense de l'hôpital de Koumac s'affaire à préparer ses arguments avant de rencontrer Mme Robineau, en charge de la santé au gouvernement.

Au lendemain de la réunion, Mme Robineau est venue à la rencontre du personnel et de la direction pour présenter le projet du futur hôpital de Koné. Dans les couloirs, les personnels STKE craignent pour la garantie de leur emplois et entre temps, un comité de défense de l'hôpital de Koumac s'est monté avec le soutien du personnel de la section STKE. Ils ont manifesté devant l'établissement de santé, le jour du déplacement de la représentante du gouvernement en charge de la santé. ■

Extrait des propositions d'organisation des soins hospitaliers en province Nord

Les résultats (de deux études destinées à chercher des solutions, l'une au problème de l'éloignement de population vis-à-vis des structures hospitalières, l'autre au manque de diversification de l'offre médicale constaté en dehors de Nouméa) proposent une réorganisation de l'offre de soins hospitaliers de la province Nord par :

- L'implantation à Koné d'un plateau technique répondant 24 heures sur 24 aux besoins de proximité de la population de la province Nord en matière de chirurgie (viscérale et orthopédique), d'obstétrique, d'anesthésie-réanimation, d'explorations fonctionnelles, d'imagerie et de biologie, et doté d'une unité d'accueil des urgences équipées d'un SMUR, de lits de surveillance continue et de médecine ;
- Une diversification de l'offre sur les sites de Koumac et de Poindimié (…)
- Une collaboration du CHN avec les acteurs sanitaires territoriaux et provinciaux, notamment avec le CHT (organisation de consultations avancées, réalisation sur Koné d'explorations fonctionnelles, télé radiologie), le CHS (participation du CHN à l'organisation des filières de prise en charge psychiatrique et gériatrique), avec les services sanitaires de la province nord (coordination des soins, notamment en obstétrique, en pédiatrie, en ORL, et pour la prise en charge des urgences), et avec les médecins libéraux généralistes (organisation de la permanence des soins en médecine ambulatoire) et spécialistes (consultations avancées).

(1) : Rapport sur le Projet de réorganisation de l'offre hospitalière de la Province Nord / Présentation au personnel du Centre Hospitalier Nord.

Bâtiment et Travaux Publics

Reclassement du personnel et primes d'intéressement réclamés à Colas

Après un mouvement d'humeur à la mi-Octobre, la section STKE de Colas remet une autre couche devant leur locaux de Ducos. Début décembre, cette fois-ci, c'est toute la section qui s'est mise en grève devant les accès de leur entreprise spécialisée dans le construction des routes.

Au 3ème jour de grève, les forces de l'ordre sont venus enlever tout ce qui empêcher l'accès à l'entreprise, le mercredi 3 Décembre dernier, en fin d'après-midi. Ici, les camarades ne bougeront pas de leur piquet tant que les choses n'auront pas évoluer.

"Nous avons déposé un cahier de revendication, il y a un peu moins d'un mois. Nous demandons essentiellement des reclassements de nos personnels ", a indiqué le délégué syndical lors de leur premier mouvement de débrayage effectué à la mi-Octobre.

Une semaine après, une rencontre a lieu entre la section et la direction (le directeur étant absent lors du débrayage des camarades). La demande de reclassement concerne une trentaine d'employés et à ce jour il n'y a que six personnes qui ont été reclassées.

Ce manque de volonté de la part de la direction a contraint les camarades de la section à bloquer de nouveau les accès de l'entreprise. Chose faite puisque début Décembre, ils ont réitéré l'opération. Outre le reclassement, la section, par la voix de son délégué, Bernard Homou, réclame aussi des primes " d'intéressement, de panier, de déplacement… ".

En plus de trois primes citées avant, plusieurs autres ont été demandées à la direction par rapport aux risques encourus dans le secteur du bâtiment et des travaux routiers. ■

Géant Sainte-Marie

Les caissières réclament une augmentation des salaires

Fin Novembre : Débrayage le premier jour, puis les trois jours suivants la section STKE de Géant Sainte-Marie est entrée en grève. Principale revendication : l'augmentation des salaires de bases des caissières.

Des parties de bingo devant les caisses ont un peu perturbé les habitudes des clients de cet hypermarché !

"Nous voulions finaliser les points du cahier de revendications qui sont restés en suspens. En particulier pour les caissières " , a souligné le délégué syndical de la section STKE de Géant Sainte-Marie.

Effectivement, les caissières touchent actuellement 75 000 francs par mois pour une durée de travail de 28 heures, une des raisons qui a poussé la section à débrayer dans un premier temps, le jeudi 27 Novembre dernier. Ne trouvant pas d'échos auprès de la direction ce jour-là, l'ensemble des adhérents a continué leur mouvement de protestation jusqu'au dimanche 30 Novembre.

" Outre le salaire misérable des caissières, nous voulions évoquer avec la direction le problème des promotions internes ", a rajouté le représentant STKE de l'hypermarché de la Vallée-des-Colons. *" Par exemple nous avons le cas d'un chef de rayon qui est mis sur un autre rayon du magasin alors qu'il est déjà sur un poste à responsabilité ! "* , a -t-il rapporté.

C'est à la fin du week-end (29-30 Novembre) que leur mouvement a pris une tournure favorable pour les caissières. Un protocole d'accord a été signé entre les deux parties. Les employées des caisses vont pouvoir bénéficier d'une hausse de leur salaire. ■

Congrès du Parti Travailliste

Le premier congrès du Parti Travailliste

Vendredi 14 Novembre, le ton est donné pour le premier congrès du Parti Travailliste à Nouméa (salle municipale des sports de Rivière-Salée) où les coutumiers du Sud ont permit aux congressistes de fouler leur terre et de parler librement…Une parole libre qui s'étalera durant trois jours. Objectif : l'indépendance en 2014, mais avant cela asseoir le Parti dans les trois provinces avant mai 2009.

Chose faite ou enfin presque puisque en ce début de campagne des élections provinciales, le Parti affiche nettement ses couleurs. Face aux camps des loyalistes et du FLNKS, le Parti de LKU. Finalement, c'est après la présentation de son orgarnigramme du Bureau Politique que LKU fût élu président sans surprise par les congressistes, le dimanche 16 novembre. Le Parti Travailliste compte partir seul dans les trois provinces, mais au Sud, les comités communaux restent ouverts aux discussions sur « *des possibilités de convergences* «, a indiqué Alphonse Pujapujane, le secrétaire général chargé de la coordination administrative.

Un an durant lequel à chaque Directoire politique aux quatre coins de la Kanaky, l'ensemble des membres de cette structure ont réfléchi, ont analysé la situation politique et ont posé la problématique suivante : **comment continuer à asseoir la dynamique du Parti sur tout le pays, et comment gagner les provinciales de 2009 ?** Une des réponse : la mise en place des Fondamentaux de la lutte syndicale qui s'interposent avec le statut du Parti. Le programme politique adopté lors du Congrès constitutif en novembre 2007, et décliné au niveau municipal, devra sans nul doute s'adapter à chaque province. Et enfin l'élaboration du projet de société reste l'idée phare. La situation politique actuelle du pays est devenue trop consensuelle, selon les militants du Parti Travailliste. L'un des responsables soulignera par ailleurs que cette situation trop inerte les détournent même de ce fait de l'Indépendance Kanak et Socialiste (IKS). Une position radicale mais qui peut séduire ceux qui sont déçus par les élus indépendantistes. Le message est lancé à travers le pays depuis le début de l'année et même au-delà des frontières de la Kanaky. Des invités internationaux sont venus à la rencontre des militants. Notamment, José Bové, qu'on ne présente plus, Alain Simon et Jacky Fourreau, des représentants de la CGT ont fait le déplacement spécialement pour le Congrès. Patrick Farbiaz, le représentant des Verts a apporté son total soutien au peuple Kanak. Dans son allocution durant la soirée internationale, il a souhaité que « le peuple Kanak préserve sa biodiversité », il est favorable à « un nouveau plan énergétique sur l'ensemble du pays en développant le solaire et l'énergie éolienne », a-t-il souligné. La représentante de l'USTKE, Corinne Perron a aussi fait le déplacement au côté de Yasmina Kherfi. Elles ont apporté avec elles des photos des différentes manifestations qu'elles ont

couvertes durant toute l'année depuis le début du conflit de Carsud. Elles ont témoigné le soutien des camarades en France, des autres organismes ou syndicats qui suivent de près les actions de notre organisation syndicale. Autre présence remarquée est celle d'Alain Mosconi qui a donné de la voix du haut de l'estrade, en faisant le rapprochement entre le combat social du peuple corse et celui du peuple Kanak. Antoine Xulue, travaillant actuellement à la mairie d'Auckland (Nouvelle-Zélande), souhaite être le relais du Parti Travailliste en pays Maori et il aspire à honorer la ligne de conduite du Parti.

Bref rapport des comités communaux implantés dans le pays

Samedi 15 novembre : bref retour sur les rapports des comités communaux du pays. A **Voh**, le conseil municipal est composé de 4 élus du P.T. Il existe quatre sections de base (Oundjo, Tiéta, Gatope, Téméla-Boyen-Village). A **Gomen**, un nouveau comité communal a vu le jour, le 1er novembre. A **Poya**, 2 élus du P.T. sont au sein du conseil municipal mais il y a un réel besoin de redynamiser le comité communal. A **Houaïlou**, le représentant a fait appel aux militants de Ponérihouen pour les besoins de leur activité. A **Koné,** il existe 4 sections de base, mais pas d'élus municipaux alors qu'ils ont dépassé la barre des 5%. **A Poindimié,** au niveau municipal, les camarades sont impliqués dans 3 commissions : celle de la Gestion des Finances, de l'Aménagement communal et du Développement, et celle qui s'occupe de la Construction des équipements et des Bâtiments Publiques. La comité communal s'est doté de référents concernant les affaires coutumières, la formation et la jeunesse**,** la communication, la santé, l'hygiène… A **Koumac**, son représentant avec le soutien de quelques militants ont essayé de relevé le défi lors des municipales dans cette commune à majorité de droite. A **Ponérihouen**, il dispose de 4 élus P.T au conseil municipal. Le comité communal enregistre 40 adhésions et 200 sympathisants, ce qui n'est pas négligeable. A **Drehu**, il est à noter que le comité est bien structuré. Les militants se réunissent une fois par mois dans chaque district. Le dernière réunion a été fait à Easo en octobre dernier. A **Maré**, on remarque la venue de nombreux jeunes sympathisants qui soutiennent le P.T. Les femmes y contribuent aussi aux activités. A **Ouvéa,** il y a un élu du Parti au conseil municipal. Des réunions hebdomadaires se tiennent le mardi. Des propositions seront soumises à notre élu au prochain conseil municipal. A **Dumbéa**, il s'est tenu le dernier D.P de l'année. Il a été positif dans l'ensemble. Lors des municipales : l'ouverture à deux autres partis a apporté une certaine incompréhension de la part des militants. Au **Mont-Dore** : le comité communal existe depuis juin dernier. Il s'est identifié par la création d'un logo. Il prévoit d'aller à la rencontre de la population, notamment se mettre en contact avec les associations environnementales. A **Païta,** dix personnes composent le comité. Ils essayent tout de même d'œuvrer malgré les difficultés rencontrées. En ce qui concerne **Nouméa**, le comité communal tente de réactiver ses réunions hebdomadaires. Les membres travaillent sur trois points : l'emploi local, le rééquilibrage et la jeunesse.

Quelles sont les alternatives au nickel ?

Un exposé fort intéressant de Valéry Pasco, le président de l'Association Ensemble pour la Planète (EPLP) a fait réagir l'assistance. Notamment, sur des points cruciaux portant sur l'impact du nickel dans notre environnement. Quelles sont les alternatives au nickel ? Une première réponse : faut-il adopter un véritable plan de maîtrise de la consommation énergétique et de développement ? Une deuxième voie : Faut-il adopter une politique de zéro déchet, et comment le faire? Une troisième issue : Doit-on développer la sylviculture ? Une dernière thématique à mettre en place : développer davantage le tourisme local de proximité en milieu rural ou en tribu. Une autre question a suscité le débat au sein des congressistes, c'est celle portant sur les moyens à disposer d'une économie alternative.

De toute manière, malgré ces questionnements sur la problématique de l'environnement, l'un des militants a soulevé à l'assistance que le schéma minier n'a été pas adopté par les politiques. Bien que deux autres usines sont en construction !

Fin de journée du samedi : ce sont les représentants de chaque zone provinciale qui ont tiré un bilan de leur réunion de leur province respective. Par exemple dans le Sud : à l'avenir; il devient indispensable d'avoir un monorail afin de fluidifier la circulation dans le Grand-Nouméa. Par ailleurs, il faut revoir la situation foncière, de nombreuses familles ont été spoliées de leurs terres, notamment à Nouméa.

Des motions ont été adoptées, elles font suite aux travaux amendés par la cellule de coordination (voir page 11).

RAPPEL

L'USTKE au travers de cette nouvelle Alternative Politique est entré dans la lutte politique, en soutenant José Bové aux Présidentielles 2007, et en lançant des candidatures pour les législatives du 10 juin 2007. Ces expériences ont engendré une dynamique qui s'est concrétisée avec la création du Parti Travailliste les 17 et 18 novembre 2007.

Aux municipales de mars 2008, le Parti se présente dans 14 communes sur les 33 que compte le pays. Ainsi, il permet à une trentaine d'élus de siéger dans les conseils municipaux, avec près de 6 000 voix.

Congrès du Parti Travailliste

Entretiens avec quelques invités...

Alain Mosconi, Secrétaire national du syndicat des travailleurs corses.

Combat Ouvrier : *Quel est l'objectif de votre déplacement en Kanaky ?*
Alain Mosconi : C'est mon 3ème voyage, les deux précédents concernaient la relation entre mon organisation syndicale et l'USTKE. Et dans la complémentarité de nos liens, j'ai été invité à ce congrès qui entérine la création du Parti Travailliste. Je viens apporter mon soutien inconditionnel à la démarche des militants politiques aujourd'hui dans leur lutte, dans leur émancipation nationale et dans leur émancipation sociale.

C.O. : *Quel bilan tirez-vous après cette journée de débat ?*
A. M. : Peu importe ce j'en pense ! Ce qui est important, c'est ce qu'en pense les militants qui investissent le terrain politique. C'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est aussi cela le droit des peuples à l'autodétermination ! C'est également le fait de laisser à des syndicalistes, donc des gens proches des travailleurs le soin d'investir le terrain politique, si ils jugent que leur démarche est juste. En ce sens, je suis serein et sans inquiétude quant au devenir de ce parti au vue de la maturité et des capacités des cadres politiques de ce parti.

C.O. : *Quels sont les points communs avec la Corse (au niveau du combat social) que vous menez là-bas ?*
A. M. : Les points communs tant au niveau politique ou tant au niveau sociétal, risqueraient de surprendre plus d'un. Il faudrait attendre le lever du jour pour tout énumérer. Les 22 000 km qui nous séparent, je dirai plutôt qu'ils nous rapprochent autant dans l'idée que dans la pratique ! Nous sommes en fin de compte les kanak de la France en Europe ! Bien sûre, nous sommes animés de cet esprit de liberté qui nous poussent à combattre une logique coloniale.

C.O. : *Quels sont les sujets qui vous préoccupent en ce moment sur votre île ?*
A. M. : Cherté de la vie, la crise, une économie exempte de tout développement et de perspectives, taxé de surcroît par une volonté des multinationales. L'exemple de Véolia, là aussi elle montre une proximité de la Corse et de la Kanaky. Véolia qui monte une OPA (Offre Publique d'Achat) sur notre tissu économique ! Véolia n'est qu'un instrument de notre institution coloniale ! Et de ce fait, le conflit Carsud nous rapproche!

Le conflit Carsud : nous avons été interpellés, nous avons marqué notre solidarité, nous avons bloqué - à titre de la solidarité - la flotte de la SNCM, nous avons fait des retards à l'appareillage. Je me suis déplacé à Paris avec mon mandat pour soutenir les camarades (USTKE) qui manifestaient lors du conseil d'administration de Véolia à l'Arc de Triomphe. Nous avons contribué financièrement très modestement (chèque de 2000 euros remis dans le cadre de la solidarité, soit 240 000 Francs CFP).

Jacky Fourreau, représentant de la CGT.

Combat Ouvrier : *Si on peut résumer le message essentiel que vous vouliez transmettre au Parti Travailliste ?*
Jacky Fourreau : Il tient en deux mots, l'un porte sur notre soutien au Parti Travailliste dans la mesure où l'USTKE a décidé par un vote démocratique la création du Parti, et dans un 2ème temps nous soutenons le travail qu'il va effectuer en étant une force de propositions dans le cadre de la lutte pour l'indépendance. Je suis venu apporter le soutien de la CGT (Confédération Générale des Travailleurs). C'est une position qui nous séduit beaucoup. Nous partageons le combat de l'USTKE depuis 1987.

C.O. : *Fin 2006, l'USTKE adopte lors de son XII ème Congrès de mettre en place une " politique autrement " . Comment est perçue cette démarche par la CGT ?*
J. F. : Ce n'est pas notre conception de faire du syndicalisme en France d'avoir un parti politique (dans la situation actuelle de la métropole à cause de l'Histoire…). Par contre, dans la situation particulière et spécifique de la Kanaky et dans la mesure où le syndicat nous l'a demandé, ça nous pose aucun problème. On considère que c'est une démarche très originale car il existe dans le monde anglo-saxon des schémas de fonctionnement où des partis politiques sont liés au syndicat. Le drame, c'est que historiquement c'est le syndicat qui est au service du parti. Alors que la création du Parti Travailliste en Kanaky, c'est pour mettre le parti au service du syndicat. Cette démarche devient originale, alors on la regarde avec intérêt !

Congrès du Parti Travailliste

Bernard Alleton, représentant de la LCR.

Combat Ouvrier : *Quel message laissez-vous aux congressistes ?*
Bernard Alleton : Notre solidarité avec la lutte du peuple kanak date du front indépendantiste. Ça fait quelques années que je constate qu'il y a une impasse politique dans la gestion des institutions par les partis traditionnels du FLNKS. Et aujourd'hui, le FLNKS reconnu par l'ONU ne représente pas tant que cela le peuple kanak dans le sens où il gère plutôt loyalement les institutions mises en place par la France coloniale. Le FLNKS devrait plutôt lutter pour l'indépendance de la Kanaky ! Aujourd'hui, le Parti Travailliste reprend dans ses statuts le principe de lutte de libération nationale du peuple kanak sur des bases anti-coloniales et anti-capitalistes. C'est un signe positif pour la LCR.
Nous accordons notre soutien total au Parti Travailliste. Bien entendu, c'est au Parti Travailliste, c'est au peuple kanak, aux populations de décider eux-mêmes de leur avenir. Quel État veulent-ils ? Quels sont les moyens qu'ils se donnent pour arriver à cette fin ! Dans les débats, on n'est pas dans l'abstraction du principe de l'indépendance de la Kanaky tout simplement, mais on est dans quel État veut-on construire ? Et avec quelles institutions ? Et pourquoi faire ? Quel type d'école ? Comment enseigne-t-on à des enfants kanak ou inversement à des scolaires métropolitains ?
Des questions qui se positionnent dans une lutte qui évolue… Quand on repense un pays, on entre tout de suite dans le vif du sujet…

José Bové (représentant altermondialiste)

Combat Ouvrier : Vous avez été invités au même titre que les autres intervenants venant de France, quelle est votre position quand au lancement du Parti Travailliste ?
José Bové : Nous rentrerons satisfaits du lancement du Parti Travailliste. Ça fait plusieurs années que des organisations venant de l'extérieur de ce territoire soutiennent l'USTKE. La création du Parti Travailliste et sa mise en route représentent une pierre élémentaire à la construction de ce pays. Comme cela a été rappelé, le pays c'est Kanaky et l'objectif c'est l'indépendance en 2014. Le Parti veut travailler et aller de l'avant en s'élargissant. En ce qui concerne des organisations venant de l'extérieur (1), nous allons servir de relais que ça soit en France ou dans les autres instances internationales. Nous allons surtout faire connaître les combats qui sont menés sur le territoire. Et enfin, parler de la situation coloniale qui perdure depuis des années.

(1) Principales organisations venues de l'extérieur du pays à l'invitation du Parti Travailliste : LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire), STC (Syndicat des Travailleurs Corses), Les Verts, Le syndicat Oe Oe To Oe Rima (Tahiti), la CGT (Confédération Générale des Travailleurs), le Parti Travailliste du Vanuatu, les représentantes de l'USTKE en France, le représentant du P.T. en Nouvelle-Zélande. Les organisations solidaires et présentes dans le collectif "Solidarité Kanaky" : LCR, STC, Sud Solidaires, CNT, Collectif Unitaires anti-libéraux, MJKF (Mouvement des Jeunes Kanak en France), MIB (Mouvement Immigration et Banlieue), CAR Corsica (Comité Anti-répression)...

Motions de politique générale

En vertu des dispositions :
- De l'ONU sur le droit des peuples autochtones à l'autodétermination ;
- De la Déclaration des Droits de l'Homme par la France ;
- Des Accords de Nainville-les-Roches sur la reconnaissance du Droit inné et actif à l'Indépendance du Peuple KANAK et la prise en compte des victimes de l'histoire,

Constatant que :
- La revendication d'indépendance du pays KANAK, comme tout pays colonisé, est un Droit Inné et Actif ;
- Le peuple KANAK est toujours sous domination coloniale.

Le PARTI TRAVAILLISTE affirme que :
- Le Pays KANAKY dans son intégralité est TERRE COUTUMIERE. De ce fait, l'Identité KANAK doit être un élément majeur dans la gestion institutionnelle du pays.
- Le PARTI TRAVAILLISTE invite ses militants dans une réflexion avec les coutumiers afin d'aboutir à un développement innovant socialement et écologiquement responsable.

Le PARTI TRAVAILLISTE s'engage :
- à entériner le nom de ce pays : KANAKY, issu de la lutte de libération anti-coloniale et anti-capitaliste, à le porter et à le défendre dans toutes les instances locales, régionales, nationales et internationales ;
- le PARTI TRAVAILLISTE revendique la pleine souveraineté avec l'acte d'indépendance en 2014.

Motions spécifiques adoptées par le Congrès :
- Affirmer la complémentarité USTKE/PARTI TRAVAILLISTE en mutualisant les moyens : financiers, matériels et humains pour renforcer la structuration et l'expansion du parti ;
- Mise en place effective d'une commission " formation politique " pour les élus, les militants et surtout les jeunes militants ;
Mise en place de la cellule de communication.

* Le congrès a considéré que le drapeau de Kanaky est le drapeau national. Au niveau des signes identitaires du Parti, le Congrès a adopté le logo et le drapeau du Parti.

Point de vue

Un poème livré avec beaucoup d'esprit. Ce poème intitulé " Des menottes invisibles " est emprunt d'une innocence clairvoyante. Il est sans nul doute d'une clarté intelligente sur ce qui peut entourer une jeune fille originaire de Dréhu. En même temps, Wahula livre ses sentiments sur une nouvelle forme de colonisation qui dépasse les récifs des Iles Loyautés. Le nouveau poison sur le devenir du pays peut être inscrit en noir et blanc : " Des menottes invisibles ", lisez plutôt…

Des menottes invisibles

Kaemo Babette Wahula, 13 ans.

Les rhizomes de la culture
Ont étaient effacés
Par des hommes durs
Venus de loin pour coloniser

Une nouvelle passerelle
Menée vers un autre mode de vie
Des grandes règles nouvelles
Qui nous privent d'être libre

D'interminables palabres
En discussion de notre avenir
Des solutions incontournables
Qui mènerontjusqu'àlarévolutionpourêtrelibre

La vie, leur semble si facile
En ne pensant pas aux tristes visages,
En pensant qu'à leur image,
AlorsquenousrestonsavecdesmenottesInvisibles

Ils ont été cherché à l'aide de la boussole
Des sorties pour un chemin de lumière
En cherchant le lieu de leur envol
Ils nous font montrer plutôt un chemin de pierre

"Pour un destin commun", pour une personne qui n'est pas d'ici mais qui reconnaît le peuple d'ici, les kanak. Docteur Louis Marie Meyzen offre une reconnaissance à ceux qui chérissent la terre et qui la côtoient tous les jours. "L'igname", souligne-t-il, elle " vient de la terre", elle peut offrir un "destin commun" pour ceux qui sont arrivés récemment et pour ceux qui y vivent depuis la nuit des temps. Retrouver "La mémoire de l'igname", en appréciant ces deux strophes...

La mémoire de l'igname

Docteur Louis-Marie Meyzen

L'igname vient de la terre
De la terre des anciens
Des vieux comme on dit chez nous
La terre nourrit le corps
Comme l'eau lave l'esprit.
De cette terre surgit l'igname
Qui nourrit le corps
Et qui lave l'esprit.
Parcequel'ignameaaussidesvertusspirituelles.
Comme la terre des vieux
L'igname te parle
Il faut savoir l'écouter
C'est l'esprit des kanak
Des vieux qui te parlent.

Ils se souviennent
L'igname aussi se souvient.
C'est la parole des anciens.
La culture de l'igname
C'est la culture kanak.
La fête de l'igname
C'est la mémoire des kanak
C'est la mémoire des anciens
C'est la mémoire des vieux
Celle qui libère la parole
Et qui te parle encore aujourd'hui
Comme elle te parlait hier
Et comme elle te parlera demain
Pour un destin commun.

Portrait

José, l'envie de gagner

36 ans, José Gagne est originaire de Ouégoa. A le voir, José ne laisse rien filtrer de ses passions si ce n'est qu'il s'adonne beaucoup à la lecture. Il avoue un peu, faire du jardinage de temps en temps mais avant tout il est le trésorier de la section STKE de la mine de Tiébagui. Cette fonction, il l'occupe depuis 4 ans. « Concernant l'emploi local et le rééquilibrage, c'est un combat juste », a-t-il souligné.

Depuis Juillet 2003, José est chauffeur d'engin à la mine de Tiébagui. De taille moyenne, il ne sait pas s'arrêter quand il s'agit de travailler.
En 1993 il obtient le bac A2 (Littéraire) au lycée Blaise Pascal. L'année suivante, il passe les premiers mois sur les bancs de la Fac à Magenta, mais tout de suite, il ne se sent pas dans son élément.

C'est ainsi qu'il s'engage à l'armée. Il y passera deux ans en France (1994-1996) dans la région parisienne. Un engagement dans l'Infanterie des Yvelines comme tireur d'élite.

Fin 1996, de retour au pays, José rentre directement à la tribu de Tiari. Il prend contact avec la Direction de l'Emploi, de la Formation et l'Insertion (DEFI) en Province Nord.

On lui propose d'être instituteur remplaçant de surcroît itinérant, ce qui ne le gênera pas. Il va donc sillonner plusieurs villages de l'extrême Nord (Ouégoa, Pouébo, Poum, Koumac). En étant à ce poste d'instituteur, il tente tout de même l'entrée à l'ITFM (Institut Territorial de Formation des Maîtres) mais ce fût un échec. Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, il s'oriente vers les emplois de la mine.

On le dirige ainsi vers le centre de formation de Poro. Il décroche le certificat de conducteur d'engin au bout de 9 mois. Après deux ans passés à Goro en effectuant des contrats à durée déterminée, il rentre début 2003 à la mine de Kopéto. Sur le site de Népoui, il y travaille quelque mois José veut se rapprocher de sa famille, c'est comme cela qu'il se retrouve à Koumac. " *Il m'est arrivé d'être chauffeur de camion, et une autre fois de me retrouver sur un bull ou sur une chargeuse* ". Fier de ce qu'il est devenu, José encourage les jeunes à poursuivre leurs objectifs. " *C'est vrai que nous avons des horaires contraignants. Ceux qui habitent Pouébo, Voh, Gomen se lèvent à 2 heures voire à 1 heure du matin pour rejoindre le bus qui les mènent jusqu'à la mine* ", a-t-il dit. Le poste au quart permet d'avoir des semaines de 4 jours de travail et 3 jours de récupération.

Bien plus tard, José nous confiera qu'il faut beaucoup d'entêtement pour trouver du " boulot " !A bon entendeur, il ne faut pas se décourager. ■

REMERCIEMENTS

Deux temps forts ont marqué le mois de novembre :
Le mariage du président de l'USTKE, Mr Gérard Jodar,
Le Congrès du Parti Travailliste.

En ce sens, Rémy Léanga, membre du Bureau Confédéral remercie toutes les sections, les fédérations, les bénévoles, les camarades, les adhérent(es), les militant(es) pour les dons fournis à ces deux évènements de cette fin d'année.

Echanges

Visite de syndicalistes tahitiens

Mi-Novembre, nous avons eu la visite de nos homologues tahitiens dans nos locaux. Le syndicat O Oe To Oe Rima, conduit par Armand Colombani (C.E du port Autonome de Papeete), accompagnés de 5 autres de ses collègues syndicalistes tahitiens ont échangé avec Fidel Malalua (Fédération Industrie). Les discussions ont porté sur les dispositions des comités d'entreprises. Avant leur retour sur leur île, ils ont bénéficié d'une journée d'information avec le représentant de Sécafi Alpha, Pierre-Yves Bour. Ils ont surtout échangé sur le cadre des lois qui régissent les relations entre les instances représentatives des salariés et des directions du pays (rôles et fonctionnement d'un D.P, d'un C.E, les dispositions de la délégation syndicale…). ■

VANUATU (Port-Vila)

Troisième motion de censure : l'opposition remonte à la charge

Edward Natapei, Premier ministre du Vanuatu

Une nouvelle motion de censure, d'abord jugée irrecevable par le Parlement, devrait finalement être mise aux voix le mardi 9 décembre à l'assemblée de cet archipel, après que la Cour Suprême, saisie de cette affaire, ait donné raison aux signataires de cette motion.

Dans un premier temps, le Président du Parlement avait estimé que cette motion avait été déposée tard, quelques minutes avant la clôture de la session ordinaire. Fin novembre, le gouvernement dirigé par le Premier ministre Edward Natapei, tout juste élu, avait repoussé une seconde motion par 26 voix contre 24.

Cette motion avait été soutenue par plusieurs députés du groupe parlementaire de M. Natapei, qui s'estimaient mécontents de ne pas s'être vus confier des portefeuilles ministériels à l'issue de la formation du gouvernement, fin septembre.

Le Vanuaaku Pati (VP), que dirige M. Natapei, avait pris des sanctions à l'encontre de ces trois députés rebelles, et les avait mis à pied.

L'un d'entre eux, Philip Boedoro, députés de la circonscription de l'île de Maewo (Nord-Est de l'archipel), avait finalement réintégré le camp de M. Natapei avant la mise aux voix de la précédente motion.

Les deux autres députés du VP, Harry Iauko et Willie Reuben Abel, ont maintenu leur opposition au Premier ministre, tout comme un autre député membre du bloc parlementaire gouvernemental, mais sans étiquette, M. Don Ken.

Edward Natapei, 54 ans, a été élu Premier ministre de Vanuatu le 22 septembre, à l'issue des législatives du 2 septembre.

Dans les jours qui avaient suivi son élection à la tête de l'exécutif, par un vote particulièrement serré contre son rival, l'ancien Premier ministre francophone Maxime Carlot, le nouveau gouvernement vanuatuan avait déjà dû essuyer deux motions, dont une avait été jugée irrecevable et l'autre mise en échec à l'issue d'un vote au sein de l'assemblée.

Le gouvernement Natapei a succédé en septembre à celui conduit par M. Ham Lini.

Les deux dirigeants, chacun à la tête respectivement du Vanuaaku Pati et du National United Party, ont reconduit leur accord de coalition afin de constituer une majorité gouvernementale, à laquelle ils ont adjoint le soutien, souvent instable, de plusieurs élus issus de petites formations politiques.

Mais au lendemain de sa formation le 22 septembre, le gouvernement de M. Natapei était déjà perçu comme fragile: il n'était soutenu que par une majorité parlementaire de 27 des 52 voix au sein du nouveau Parlement issu des législatives du 2 septembre 2008. Face à cette situation précaire et à la menace immédiate d'une motion de censure, quelques jours seulement après son arrivée au pouvoir, M. Natapei avait été contraint d'annoncer un remaniement ministériel dont la principale fonction était de conforter sa toute relative majorité parlementaire.

M. Natapei avait alors ajouté un troisième partenaire, le bloc de l'Union des Partis Modérés (UPM) conduit par l'ancien Premier ministre francophone Serge Vohor, lui-même rival de Maxime Carlot.

Lors de ce remaniement ministériel, l'UPM de M. Vohor avait récupéré trois portefeuilles ministériels : les travaux publics (Serge Vohor), l'éducation (Charlot Salwai) et les affaires foncières (Rafael Vorvor).

Par effet de contrecoup et d'aménagement au sein de l'équipe au pouvoir, M. Ham Lini, qui avait dû laisser son maroquin des travaux publics à M. Vohor, s'était vu confier celui de la justice, tout en restant Vice-Premier ministre.

Joe Natuman, qui avait dû quitter le poste de ministre des affaires foncières, a été réaffecté à la santé. ■

PAPOUASIE NOUVELLE-GUINÉE (Bougainville)

Elections : le scrutin a commencé

Les élections partielles sur l'île papoue de Bougainville, province autonome depuis juin 2005, ont débuté le samedi 6 décembre, sans incident notable, afin de désigner un successeur à Joseph Kabui, premier Président de l'histoire de cette île riche en cuivre et subitement décédé le 8 juin dernier d'une attaque cardiaque à l'âge de 54 ans.

Les électeurs, entre le 6 et le 20 décembre, devront choisir entre pas moins de 14 candidats dont plusieurs anciens dirigeants d'un mouvement sécessionniste à l'origine de la guerre séparatiste qui avait perduré entre 1988 et 1998 : Martin Miriori, frère aîné de Joseph Kabui (et qui fut longtemps, du temps de la guerre de sécession, le porte-parole du mouvement séparatiste), figure ainsi dans cette liste.

Gerard Sinato, Sam Kauona (ancien chef de l'armée révolutionnaire de Bougainville --ARB-), qui ont eux aussi appartenu au mouvement séparatiste, sont candidats à la succession de M. Kabui. D'autres candidats, moins connus, font partie du paysage politique national papou.

L'île de Bougainville, peuplée d'environ deux cent mille habitants, dispose depuis juin 2005 d'un statut d'autonomie octroyé par la Papouasie-Nouvelle-Guinée, recèle aussi l'un des plus importants gisements de cuivre à ciel ouvert au monde, sur le site de Panguna (Sud de l'île). M. Kabui, ancien dirigeant d'un mouvement sécessionniste armé qui avait entraîné une guerre sécessionniste entre 1988 et 1997, était devenu le premier Président de l'histoire autonome de cette province papoue, qui dispose désormais, dans le cadre de ce nouveau statut, de son propre Parlement, de son gouvernement et de sa police. Toutefois, l'épineux dossier des transferts de compétences en matière minière ne semble toujours pas résolu, sur fonds de flambée des cours mondiaux de cuivre. Un groupe d'observateurs (des diplomates australiens et néo-zélandais) se trouve sur place afin de s'assurer du bon déroulement du scrutin.

Indonésie, Pérou, Brésil : les salariés de Nestlé demandent un travail décent et le respect des droits syndicaux

Les actions syndicales se multiplient dans les usines Nestlé du monde entier. Les travailleurs(ses) demandent des compensations pour l'érosion de leur pouvoir d'achat, un coup d'arrêt à la précarisation croissante et le respect des droits syndicaux, y compris le droit syndical de base à la négociation collective avec la plus grande entreprise alimentaire du monde.

Pancarte demandant la solidarité avec le syndicat des travailleurs de PT Kirin Miwon Foods, signée par les membres du syndicat.

Le 8 Novembre, le syndicat affilié à l'UITA Nestlé Indonesia Workers Union - Panjang (SBNI-P) a organisé une nouvelle manifestation de masse pour sensibiliser le public au sujet de sa lutte, cette fois dans le cœur de Lampung, à Sumatra. Le syndicat se bat depuis fin 2007 pour pouvoir négocier une nouvelle convention collective.

La direction a réagi par le harcèlement, l'intimidation, les transferts forcés et les menaces à l'adresse des dirigeants syndicaux. Comme elle a tenté de le faire à Perm, en Russie («le conflit chez Nestlé Russie se termine par une victoire syndicale), où la pression du mouvement syndical international a finalement forcé la direction à faire machine arrière, Nestlé persiste à dire qu'elle ne peut pas révéler l'échelle des salaires au syndicat (et encore moins la négocier!) pour des raisons de «secret commercial».

L'UITA a fait parvenir une plainte au Point de contact national de l'OCDE en Suisse, où se trouve la maison mère de Nestlé, pour dénoncer les mesures farouchement antisyndicales adoptées de manière constante dans le courant de l'année écoulée par Nestlé Indonésie, vu que ces pratiques violent les lignes directrices de l'OCDE sur les entreprises multinationales.

Au Pérou, la direction de Nestlé est également entrée en conflit avec l'affiliée de l'UITA, SUNTRANEP, qui cherche à renégocier la convention collective de ses membres de l'usine de Lima et du centre de distribution de Chiclayo depuis le mois de février de cette année. La société a rejeté la demande d'augmentation de salaire du syndicat destinée à compenser l'inflation, et a par ailleurs l'intention d'introduire de nouvelles catégories de salaires sans négociation, arguant qu'il s'agit d'une imposition du siège central de Nestlé, en Suisse. En septembre, la direction a tenté de contourner complètement le processus de négociation collective en écrivant aux travailleurs(ses) directement à leur domicile, pour les exhorter à accepter l'offre de l'entreprise! Malgré de nombreuses séances de négociation et de conciliation, dont certaines sous les auspices du ministère du Travail, les négociations sont dans l'impasse et le syndicat est en grève.

Au Brésil, les syndicats affiliés à l'UITA de l'État de São Paulo se mobilisent pour obtenir une convention qui s'applique aux neuf sites de Nestlé présents au niveau de l'État. Durement touchés par la hausse du coût des aliments et d'autres biens nécessaires, le syndicat demande, entre autres: la semaine de 40 heures dans toutes les unités ; la fin du travail temporaire et des engagements par l'intermédiaire d'agences ; le principe d'égalité de rémunération et de conditions pour tous les travailleurs ; une augmentation du salaire réel de 10 %, ainsi que la pleine compensation des pertes dues à l'inflation. ■

Source site internet : IUTA (Union des travailleurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'hôtellerie du monde entier).

Le Parti Travailliste de Kanaky... en images

Retour en images sur les différentes réunions du Parti Travailliste.
Les membres du Directoire Politique, les adhérents, les militants ont parcouru le pays, ils ont défini ensemble les grands axes du programme politique jusqu'aux préparatifs du Congrès des 14, 15, 16 Novembre dernier.
Puis arrêt sur image sur le 1er Congrès du Parti Travailliste de Kanaky.

◀ *Directoire Politique (Tribu de Oundjo à Voh), 29 mars 2008*

▶ *Directoire Politique (Mission de Pouébo), 10 mai 2008*

◀ *Directoire Politique (Tribu de Néouta, à Ponérihouen), 14 juin 2008*

▶ *Directoire Politique (Parc Fayard, à Dumbéa), 8 novembre 2008*

◀ *Préparation de la salle des sports de Rivière-Salée avant le coup d'envoi du Congrès*

▶ *La coutume d'arrivée : partage entre les différentes aires avant l'ouverture officielle des travaux*

◀ *Les congressistes pendant la lecture d'une motion, samedi 15 novembre*

▶ *Les principaux invités internationaux*